



**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration - Soixante-troisième session**

Rome, 22-23 avril 1998

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRESIDENT DU FIDA**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT

**LE FINANCEMENT DE DONNS D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

POUR

**LA RECHERCHE AGRICOLE ET LA FORMATION**

MENEES PAR

**DES CENTRES INTERNATIONAUX NE BENEFICIANT PAS DU SOUTIEN DU GCRAI**



**TABLE DES MATIERES**

	<b>Page No.</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>PREMIERE PARTIE - INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>DEUXIEME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>2</b>
<b>ANNEXES</b>	
I. Centre de recherche pour le développement international (CRDI): Programme de mise en réseau électronique des projets ruraux en Asie et dans le Pacifique (ENRAP)	3
II. Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP): Méthodes participatives: tirer les enseignements de l'expérience des ONG dans la région Asie et Pacifique	11
<b>APPENDICES</b>	
I. IFAD-ENRAP - Description of Designated Implementing Agencies and Potential Partners (FIDA-ENRAP - Description des organismes d'exécution désignés et des partenaires potentiels)	1
II. Participatory Processes - Brief Profiles of Implementing Organizations and Potential Partners (Processus participatifs - Profils des organismes d'exécution et des partenaires potentiels)	3



### SIGLES ET ACRONYMES

ANGOC	Coalition des ONG d'Asie pour la réforme agraire et le développement rural
CIRDAP	Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique
CRDI	Centre de recherche pour le développement international
DAT	Don d'assistance technique
ENRAP	Programme de mise en réseau électronique des projets ruraux en Asie et dans le Pacifique
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ONG	Organisation non gouvernementale



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRESIDENT DU FIDA AU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION CONCERNANT LE FINANCEMENT DE DONNS D'ASSISTANCE  
TECHNIQUE POUR LA RECHERCHE AGRICOLE ET LA FORMATION MENEES PAR  
DES CENTRES INTERNATIONAUX NE BENEFICIAINT PAS DU SOUTIEN DU GCRAI**

J'ai l'honneur de soumettre le Rapport et recommandation ci-après concernant un engagement de financement de dons d'assistance technique en faveur de la recherche agricole et de la formation menés par deux centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, d'un montant de 1,07 million de USD.

**PREMIÈRE PARTIE - INTRODUCTION**

1. Il est recommandé dans le présent rapport que le FIDA appuie le programme de recherche et de formation menés par deux centres ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Centre de recherche pour le développement international (CRDI); et Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP).
2. Les documents des dons d'assistance technique soumis à l'approbation par le Conseil d'administration sont présentés en annexe:
  - I. Centre de recherche pour le développement international (CRDI): Programme de mise en réseau électronique des projets ruraux en Asie et dans le Pacifique (ENRAP)
  - II. Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP): Méthodes participatives: tirer les enseignements de l'expérience des ONG dans la région Asie et Pacifique
3. Les objectifs et la teneur de ces programmes de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique et aux critères applicables au programme de dons d'assistance (DAT) pour la recherche agricole et la formation.
4. Les objectifs stratégiques de l'appui du FIDA au développement technologique portent sur:
  - a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire qu'ils emploient, notamment dans les zones agro-écologiques reculées à faible rendement;
  - b) les techniques qui s'inspirent des systèmes traditionnels, tiennent compte des spécificités des hommes et des femmes, et permettent d'enrichir et de diversifier le potentiel productif des agriculteurs dont les ressources sont insuffisantes en améliorant la productivité et en éliminant les obstacles à la production;
  - c) l'accès aux moyens de production (terres et eau, services financiers, main-d'oeuvre et technologie, y compris technologie indigène) et la gestion durable et productive de ces ressources;
  - d) un cadre directeur qui incite les ruraux pauvres à atteindre des niveaux de productivité plus élevés, réduisant ainsi leur dépendance à l'égard des transferts;
  - enfin e) un cadre institutionnel dans lequel les institutions officielles et informelles, publiques et privées, locales et nationales assurent des services aux personnes vulnérables sur le plan économique selon leurs avantages comparatifs. Dans ce cadre, le FIDA a l'intention aussi de mettre au point des méthodes de



lutte contre la pauvreté rurale axées sur les produits de base en ciblant tout spécialement ceux qui produisent et consomment les ruraux pauvres. Enfin, l'instauration d'un réseau consolidé de collecte et de diffusion des savoirs permettra au Fonds de forger des liens stratégiques durables avec ses interlocuteurs oeuvrant pour le développement, et de décupler l'effet de son programme de recherche agricole et de formation.

5. Les DAT pour la recherche agricole proposés dans le présent document répondent aux objectifs stratégiques susmentionnés. Les programmes généreront des connaissances et répertorieront les meilleures pratiques en ce qui concerne la gestion des projets, les processus participatifs faisant intervenir les bénéficiaires, et les expériences fructueuses d'appui au développement du secteur rural non agricole. Le programme de Mise en réseau électroniques des projets ruraux en Asie et dans le Pacifique (ENRAP) mettra en place des réseaux matériels et humains qui faciliteront la collecte et la diffusion de connaissances. Cette activité répondra aux objectifs stratégiques b) et c) ci-dessus, vu que le programme ENRAP, qui a vocation de mettre à profit les savoirs locaux, considère les technologies de l'information et de la communication comme autant de moyens de production. Comme l'ENRAP est un programme de mise en réseau ouvert il servira de plate-forme pour la poursuite de l'objectif e) ci-haut en promouvant des partenariats entre les secteurs public et privé et la société civile, dans la perspective d'assurer des services aux groupes cibles économiquement vulnérables du FIDA. Tous les programmes sont conçus de manière à puiser dans l'expérience concrète des projets et à valoriser les systèmes de savoirs traditionnels, en mettant l'accent sur le rôle constructif qu'exercent les organisations de la société civile en favorisant l'accès aux groupes cibles du FIDA, et en renforçant leur participation

## DEUXIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

6. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons d'assistance technique proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de mise en réseau électronique des projets ruraux en Asie et dans le Pacifique (ENRAP) accordera un don ne dépassant pas sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (750 000 USD) au Centre de recherche pour le développement international (CRDI) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie les Méthodes participatives: tirer les enseignements de l'expérience des ONG dans la région Asie et Pacifique accordera un don ne dépassant pas trois cent vingt mille dollars des États-Unis (320 000 USD) au Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP) selon les modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation au Président.

Le Président  
Fawzi H. Al-Sultan



**CENTRE DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI):  
PROGRAMME DE MISE EN RESEAU ELECTRONIQUE DES PROJETS RURAUX  
EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE (ENRAP)**

**I. GÉNÉRALITÉS**

1. Le FIDA soutient actuellement 64 projets dans 21 pays d'Asie et du Pacifique, et a engagé environ 950 millions de USD pour renforcer les capacités des communautés agricoles pauvres dans divers contextes. Pour beaucoup de directeurs de projets et d'agents de terrain, et assurément pour les bénéficiaires, les activités appuyées sont nouvelles et innovantes. En outre l'accent récemment placé sur les méthodes participatives et les technologies locales pose des défis d'ordre méthodologique, gestionnaire et informationnel, notamment du fait que les projets sont encouragés à résoudre les problèmes **eux-mêmes**, avec le moins possible d'interventions extérieures. Or pour renforcer cette capacité de résolution des problèmes et l'inscrire dans la durée, deux facteurs apparaissent particulièrement importants.

2. Premièrement, l'expérience du terrain fait souvent valoir la valeur latente des savoirs informels et des connaissances non consignées dans des écrits en ce qui concerne les innovations et les solutions permettant d'aborder efficacement les problèmes de développement. L'expérience de terrain a aussi démontré qu'une stratégie de soutien des connaissances locales et de partage d'expérience appelle un renforcement de la capacité des projets de reconnaître leurs propres besoins d'information, et de générer les compétences techniques et les données requises. L'usage efficace de l'information au niveau du projet n'est donc pas simplement affaire de partage et de mesure de l'impact d'une connaissance technique mondiale, mais encore un moyen de promouvoir la créativité tout en assurant la préservation et le partage des connaissances locales pour générer de nouvelles solutions. Un processus de cette nature, piloté par les connaissances, conduira aussi nécessairement à une décentralisation authentique de la prise de décision à l'échelon des projets, à l'avantage des bénéficiaires visés; et il enrichira les institutions de recherche et de soutien en leur permettant de mieux comprendre les réalités locales du développement.

3. Deuxièmement, l'établissement de réseaux est essentiel à la durabilité des projets, parce que les réseaux permettent d'associer un grand nombre d'organismes et d'individus au couronnement de leurs efforts collectifs. Ils aident aussi à diffuser plus largement les avantages résultant des activités des projets. La mise en réseau peut se faire avec, notamment, les autres protagonistes du développement local, à savoir les organisations rurales de développement et les chefs de files locaux, les organisations non gouvernementales (ONG), les fournisseurs, et les organisations régionales, nationales et internationales. Ainsi la mise en réseau permet de faciliter pour les projets la poursuite, entre autres objectifs, de l'accès aux informations spécialisées; la coopération à l'information des décideurs et à l'élaboration des politiques; et l'accès aux marchés.



4. Dans la pratique classique, l'information a tendance à circuler à la verticale, des structures d'administration et de soutien vers les projets, avec un système intégré d'information en retour. Or les facteurs susvisés exigent des flux d'information de formes différentes: plus **horizontaux** entre les projets et leur environnement, et plus **interactifs** en termes d'échange et de dialogue authentique; enfin un développement de la compréhension mutuelle et l'établissement de calendriers communs.

5. La mise en réseau électronique, et surtout l'utilisation de l'Internet, solution ouverte et peu coûteuse, est idéalement adaptée à cette forme de communication horizontale, tout en répondant aussi au besoin permanent de circulation verticale de l'information. C'est pour ces raisons que l'intérêt pour de tels systèmes, et pour les approches participatives de leur mise en oeuvre, s'est rapidement développé ces dernières années. Un nombre appréciable d'initiatives ont été lancées par divers organismes ou institutions pour relier projets, ONG, institutions de recherche, organismes de financement et autres; et pour générer des contenus et une dynamique utiles aux activités de développement. À noter au nombre de ces initiatives celles du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec le Programme de réseaux pour le développement durable; du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) qui appuie le réseau PanAsia; du Consortium d'institutions de financement Bellanet; de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec les ressources de DIMENSIONS -DÉVELOPPEMENT DURABLE, accessibles sur la toile; et l'initiative Communautés et Société de l'information en Afrique (ACACIA).

6. Loin de se concurrencer les uns les autres, ces systèmes, de par la nature de l'Internet, offrent un potentiel considérable de synergie, et permettent de générer une masse critique d'utilisateurs capables de valoriser les informations accessibles et de justifier la mise en place des infrastructures nécessaires. Le programme ENRAP proposé par le FIDA aidera les projets qu'il finance à éviter des chevauchements avec les actions menées par d'autres, et à tirer pleinement parti des enseignements déjà acquis et des ressources déjà engagées. Son intention profonde est de motiver les projets à générer une demande de connaissances locales et de solutions communautaires de mise en oeuvre, y compris un renforcement de la dynamique d'innovation populaire.

## II. JUSTIFICATION

7. En mettant en place un réseau basé sur l'Internet, le programme ENRAP du FIDA mettra en relation les projets financés par le FIDA (y compris les DAT), les institutions coopérantes, les organismes de recherche et de soutien, et le siège du FIDA dans le cadre d'une approche participative de communication. L'objectif est d'améliorer l'aptitude des projets financés par le FIDA à lutter contre la pauvreté rurale en valorisant les connaissances locales; en améliorant les aptitudes à localiser, à pénétrer, à utiliser et à enrichir les sources pertinentes de connaissances de façon opportune; et à soutenir la création de réseaux (humains) pour favoriser la durabilité. Parallèlement, le programme vise à améliorer la gestion des projets, leur administration et leur mise en oeuvre en améliorant et en accélérant considérablement la communication entre tous les niveaux.

8. Ce programme est spécifiquement conçu pour permettre à la Division Asie et Pacifique du FIDA d'atteindre plusieurs objectifs spécifiques inscrits dans la stratégie institutionnelle du Fonds pour 1998 et au-delà, à savoir: premièrement, établir une connectivité électronique entre les projets, les institutions coopérantes et le siège du FIDA en vue d'une mise en oeuvre des projets et d'une gestion du portefeuille plus efficaces; et deuxièmement, établir une présence effective sur le terrain en établissant des partenariats stratégiques avec les organisations de la société civile et des groupements du secteur privé.



9. Les buts spécifiques du programme sont les suivants:
- a) permettre aux projets financés par le FIDA d'établir une communication horizontale autonome avec des pairs et d'autres interlocuteurs en ce qui concerne les informations et les méthodologies se rapportant au développement rural;
  - b) amorcer et soutenir, dans ces projets, la récapitulation de l'expérience et des connaissances locales susceptibles d'intéresser d'autres partenaires des activités de développement;
  - c) améliorer l'accès aux informations de caractère technique, aux résultats de recherche, et aux données méthodologiques et autres dont disposent les institutions de recherche et de soutien, les ONG, et autres partenaires;
  - d) améliorer la communication entre les projets, les organisations d'appui et le FIDA pour ce qui est de l'administration, des rapports et autres échanges d'informations; et
  - e) mettre en place les fondements d'une croissance soutenue des réseaux sur Internet par projets, dans leur environnement local, régional, national et international.

### III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

10. Les caractéristiques fondamentales de la démarche qui caractérise le programme ENRAP proposé par le FIDA sont dictées par ce que l'on reconnaît être les conditions essentielles du développement durable:

- a) introduire des technologies de soutien à la communication dans les projets de développement, sur la base de stratégies authentiquement participatives. Les projets doivent être concernés à tous les stades, et les applications s'édifier du bas vers le haut;
- b) faire que l'initiative devienne progressivement la propriété des bénéficiaires (des projets du FIDA initialement, et des clients des projets à terme), avec dévolution progressive parallèlement à la génération d'avantages concrets et de compétences spéciales;
- c) produire une prise de conscience générale de la valeur latente des solutions et des connaissances locales, et assurer que les applications sont pilotées par les besoins. Les réseaux et les services électroniques ne sont pas autre chose qu'un moyen de faciliter la communication, et ne doivent être déployés que sur la base de besoins identifiés;
- d) dans l'intérêt de la durabilité, la technologie et les services utilisés devront être basés dans toute la mesure possible sur des ressources et des compétences locales; ils devront être bon marché, c'est-à-dire qu'il sera le plus possible fait appel aux fournisseurs locaux d'accès à Internet; enfin
- e) la collaboration avec les initiatives existantes, les organismes donateurs, les ONG, les réseaux de recherche et autres devra être recherchée dès le début, en explorant des possibilités d'accords de coopération. Tout chevauchement devra être évité.





11. Le programme se divise en deux phases, sur une période de 36 mois, de nombreuses activités s'étendant sur l'une et l'autre.

12. **Actions préparatoires de la Phase I. Mise en place, consultations et évaluation des besoins.** La première phase permettra d'évaluer la demande effective. L'évaluation des besoins se fondera sur l'expérience du réseau d'information reliant les projets financés par le FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes (FIDAMERICA) et sur celle des réseaux de la société civile et d'autres réseaux de connaissances qui ont réussi à évaluer les besoins de soutien à la communication des communautés locales. L'on explorera notamment durant cette phase les besoins dans les domaines ci-après:

- a) partage d'informations sur l'avancement financier et matériel des divers projets financés par le FIDA et sur la manière dont les succès modestes ont été amplifiés et les contraintes levées;
- b) différentes méthodes de suivi de l'impact des activités du projet sur la vie des groupes cibles;
- c) collecte de données sur les savoirs locaux et sur la manière dont ils sont exploités pour générer des solutions dans le cadre d'un projet donné; et
- d) recherche de voies et moyens permettant de mettre les innovations locales en rapport avec les institutions locales et régionales, puis, consécutivement, avec les investisseurs et les entrepreneurs.

13. Une fois que l'évaluation des besoins aura été faite, un atelier de "confrontation à la réalité" sera organisé pour élaborer un cadre logique simple, mais systématique et convivial, pour la collecte de connaissances et leur mise en commun. Il sera demandé au CRDI d'établir une liste des directeurs de projet intéressés, de représentants des groupes cibles du FIDA, et des organisations telles que la Coopérative d'assistance et de secours à toutes les parties du monde (CARE) - Canada, et le Forum international pour le développement de systèmes durables d'utilisation des terres, qui ont l'expérience de la mise au point de cadres de ce type. Ainsi, l'atelier aura vocation de parachever le cadre, qui devra être approuvé par le FIDA, avant le lancement des autres activités. Par la suite, toujours dans la première phase, on conclura des accords avec les organes d'exécution coopérants; on sélectionnera les projets participants; on explorera les réseaux de connaissances et les initiatives susceptibles de collaborer; on évaluera les besoins de connectivité, de soutien et de formation; on recherchera des cofinanceurs supplémentaires; et on établira un plan d'action détaillé. Ce travail devrait être achevé en six mois et, vers la fin de cette période, on tiendra une autre réunion de tous les participants pour établir par consensus que le programme sera bien piloté par la demande, dans le sens hiérarchique ascendant.

14. **Phase II. Mise en oeuvre.** La deuxième phase dépendra des résultats de phase I. Elle consistera en trois ensembles d'activités, le premier portant sur **les infrastructures et les formations fondamentales**. À partir d'une enquête de référence, la connectivité Internet sera établie pour les projets, préférablement en faisant appel aux services d'entreprises locales. La formation requise sera dispensée dans le cadre d'une série d'ateliers nationaux, en faisant appel aux sources locales de soutien, comme de besoin, et ne se concentrera pas seulement ou principalement sur les questions techniques, mais plutôt sur le tracé des flux d'information, la détermination et la satisfaction des besoins (ressources humaines, organisationnelles, etc.) et l'exploration du potentiel de mise en réseau. Ce volet devrait être achevé pour l'essentiel au bout de 12 mois, mais une action régulière de soutien et de formation sera poursuivie.



15 Le deuxième ensemble d'activités portera sur **les serveurs et les applications**. Un serveur Internet, avec capacité de connexion à vitesse élevée, sera créé ou loué, et sera probablement implanté dans la région. Sur la base des applications qui seront déterminées par tous les participants, un ensemble de services - techniquement avancés mais faciles d'emploi et disponibles aux différents niveaux de l'accès Internet - sera mis en place. Ces services seront notamment les suivants: courrier électronique et transfert de fichiers, serveur d'adresses et de dépêches, et téléconférence, afin de donner accès à toute la gamme des ressources de la toile mondiale. Les services de dépêches seront modelés sur mesure pour l'ENRAP et le FIDA, sur la base des besoins réels des projets, et incluront bases de données, bibliothèque et archives, et marchés virtuels.

16. Le troisième ensemble d'activités portera sur **le soutien et la durabilité**. Il aura pour objet d'assurer la durabilité du programme ENRAP du FIDA au-delà des trois ans prévus pour sa mise en oeuvre. D'une part, des accords de collaboration seront conclus avec la communauté des organismes d'aide au développement qui mènent des entreprises analogues dans le monde entier. De l'autre, l'accent placé sur le soutien et sur les applications se déplacera pour porter sur le renforcement des réseaux locaux dans l'environnement immédiat des projets financés par le FIDA, afin d'appuyer la participation des autres acteurs importants du développement.

#### IV. DISPOSITIFS DE MISE EN OEUVRE

17. Un **comité directeur** sera constitué, et sera initialement composé de représentants des organes d'exécution<sup>1</sup> (CRDI et NEXUS Europe (Irl. Ltd. )) et du FIDA. À l'achèvement des activités prévues au titre de l'ensemble infrastructures et formations, des représentants de projets seront inclus, ainsi que d'autres acteurs-clés mandatés par leur secteur. À compter de la troisième année du programme, le comité directeur prendra sa forme finale, conformément aux résultats que livrera l'examen à mi-parcours, de telle sorte qu'il puisse continuer de fonctionner durablement. Le CRDI conclura avec les autres organes coopérants des mémorandums d'accord, que le Fonds approuvera, et qui stipuleront les activités à entreprendre par chacun, et définiront les modalités de mise en oeuvre et les dispositions financières convenues avec le CRDI.

18. Un **comité consultatif** sera constitué à l'issue du premier atelier, au terme de la phase I, et sera composé de représentants des projets, des institutions de recherche et de soutien, et d'autres membres dont les contributions seront jugées opportunes.

19. La coordination de la première phase sera assurée par NEXUS, sous la supervision du CRDI. Par la suite, un coordonnateur de programme et assistant administratif possédant les qualités requises sera nommé à plein temps, et sera basé dans la région. L'objectif déclaré est de confier dans toute la mesure possible le réseau aux projets en l'espace des trois années initiales; des dispositions appropriées seront prises pour assurer son maintien, y compris la prise en charge du reste des fonctions centralisées, au terme du programme.

20. L'évaluation se fera comme suit: un rapport initial sera établi au bout de six mois, et un rapport final juste avant achèvement. Les deux rapports porteront sur trois domaines:

- a) impact sur les projets et leurs objectifs;
- b) efficacité de la gestion du programme; et
- c) avancement vers la durabilité.

---

<sup>1</sup> Les autres partenaires potentiels sont indiqués à l'appendice I.



21. Une méthodologie sera définie de concert avec le FIDA pour déterminer les critères applicables, tant qualitatifs que quantitatifs, et le coordonnateur appuiera sa mise en oeuvre. Des recommandations spécifiques seront élaborées pour ce qui concerne l'avenir du programme. L'administration du programme communiquera au FIDA des rapports semestriels d'avancement, conformément aux directives du Fonds. Une vérification annuelle des comptes sera faite par des vérificateurs externes.

## **V. COUT ET FINANCEMENT DU PROGRAMME**

22. Le montant total du don sollicité auprès du FIDA est de 750 000 USD. Un financement de base supplémentaire sera recherché dans le courant de la phase I pour développer les services et la couverture du réseau, et, dans la phase II, pour élargir et approfondir les activités du programme, de concert avec d'autres partenaires. Le tableau ci-après récapitule les coûts indicatifs du programme. Les fonds supplémentaires éventuels serviront à accroître le nombre de partenaires, à entreprendre de nouvelles activités, et à accroître le rayonnement du programme ENRAP.

**Coûts indicatifs  
(USD)**

<b>Postes de dépenses</b>	<b>Phase I (six mois)</b>	<b>Phase II (30 mois)</b>	<b>Total</b>
<b>Direction et coordination</b>			
Directeur (temps partiel, 35%, base 80 000 USD l'an)	14 000	70 000	84 000
Administrateur (phase I 60%; phase II 100%)	9 200	77 000	86 200
Frais généraux	1 000	25 175	26 175
Dépenses administratives	1 600	31 250	32 850
Coordination, voyages et indemnités de subsistance	8 000	15 000	23 000
Réunions du comité directeur	6 000	18 000	24 000
<b>Évaluation des besoins, formation et soutien</b>			
Directeur (temps partiel, 65%, base 80 000 USD l'an)	26 000	130 000	156 000
Premier atelier	31 000	-	31 000
Ateliers de formation et documentation	-	82 500	82 500
Visites de soutien sur place (voyages et indemnités de subsistance)	-	30 000	30 000
<b>Aspects techniques</b>			
Développement et soutien : serveur/services	-	75 000	75 000
Aide en ligne (temps de personnel)	-	16 000	16 000
Matériel et logiciel d'accès au réseau	-	15 000	15 000
<b>Autres</b>			
Vérification des comptes	2 500	5 000	7 500
Evaluation	-	18 000	18 000
Provision pour imprévus (6%)	5 960	36 815	42 775
<b>Total</b>	<b>105 260</b>	<b>644 740</b>	<b>750 000</b>



## ANNEXE II

### **CENTRE DE DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE (CIRDAP):**

#### **METHODES PARTICIPATIVES: TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE L'EXPERIENCE DES ONG DANS LA REGION ASIE ET PACIFIQUE**

### **I. GÉNÉRALITÉS**

1. Ces quelques dernières années, le FIDA n'a cessé de se convaincre de plus en plus fermement de la nécessité de renforcer la participation de la société civile en général, et des groupes cibles bénéficiaires en particulier, à l'intégralité du cycle d'élaboration et de mise en oeuvre des projets. La participation, c'est-à-dire l'implication active des parties prenantes et des bénéficiaires, a toujours été une stratégie essentielle à la réussite des projets de lutte contre la pauvreté que finance le FIDA. Ce principe a été réaffirmé dans le premier grand axe de la stratégie institutionnelle énoncée par le FIDA. Pour 1998, les deux objectifs les plus importants de la fiche de parcours qui définit le programme de travail du FIDA sont les suivants: mettre l'accent sur les projets pilotés par les bénéficiaires, et élaborer des systèmes d'évaluation périodique d'impact.

2. Le FIDA a engagé diverses initiatives pour promouvoir et renforcer les méthodes participatives au sein de l'organisation et dans ses projets et programmes. Par exemple, le programme de travail pour 1998 de la division Asie et Pacifique du FIDA mentionne spécifiquement que les outils d'évaluation rurale participative (ERP), et des méthodes d'enquête comme les sondages socio-économiques et l'étude des systèmes de production doivent être mis en oeuvre dès le stade de la conception des projets. Des ateliers nationaux réunissant les représentants des diverses parties prenantes et des principaux acteurs doivent aussi être organisés, comme cela a été le cas aux Philippines pour la formulation d'un projet au début de 1997, avec le concours d'ONG, d'organisations populaires, du gouvernement et du FIDA.

### **II. JUSTIFICATION**

3. Bien que les outils participatifs, comme l'ERP, abondent, une question capitale demeure: existe-t-il d'autres méthodes encore, ou des innovations se dessinent-elles dans le domaine de l'action participative qui seraient susceptibles d'accroître la base d'informations et de connaissances du FIDA, à mesure qu'il cherche à renforcer la maîtrise et le rôle des bénéficiaires dans la conduite des projets? De manière analogue, comment peut-on mettre en oeuvre des méthodes et des approches participatives pour mesurer l'impact des programmes et des projets du FIDA?

4. Le programme proposé prévoit d'identifier, d'analyser et de constituer une documentation sur les meilleures pratiques issues des organisations de la société civile en ce qui concerne les outils, les méthodes et les approches de la participation qui peuvent être adaptées au processus de définition des projets et de leur mise en oeuvre par la division Asie et Pacifique du FIDA. Les approches participatives sont une niche particulière, cultivée par de nombreuses ONG qui ont accumulé une longue expérience du travail au contact étroit des groupes bénéficiaires, en particulier pour identifier et analyser les spécificités et les problèmes locaux, pour trouver des méthodes de résolution des problèmes et même pour mener le suivi et l'évaluation (S&E). Beaucoup d'ONG ont su instiller un fort sentiment de maîtrise des projets et des processus dans les groupes bénéficiaires. Le FIDA a puisé, dans une certaine mesure, dans ce fonds de connaissances et d'informations, mais il pourrait apprendre beaucoup plus pour faire bénéficier concrètement le cycle des projets.



5. Sous la coordination générale du CIRDAP, le programme escompte tirer des enseignements d'une large palette de connaissances spécialisées et de savoir-faire liés au maniement des approches participatives, en constituant un réseau d'ONG dans la région Asie. Ce réseau établira une documentation sur les meilleures pratiques de l'approche participative à partir de l'expérience dans la région Asie et Pacifique. La Coalition des ONG d'Asie pour la réforme agraire et le développement rural (ANGOC), qui a pour membres des ONG et des institutions de dix pays du Sud et du Sud-Est asiatique, sera la principale ONG partenaire de ce programme. Elle a notamment pour membres le Southeast Asian Rural Social Leadership Institute (SEARSOLIN) aux Philippines, et l'Office de développement rural de Mysore (MYRADA), en Inde, qui tous deux ont été en première ligne pour ce qui est de la formation et de la pratique des approches, des méthodes et des outils participatifs. L'ANGOC est le point focal en Asie du réseau de connaissances du FIDA sur la réforme agraire, et il est activement engagé dans l'action de la Coalition populaire pour éradiquer la faim et la pauvreté. Le réseau ANGOC possède une vaste expérience, acquise sur près de deux décennies, de la promotion de programmes de participation populaire dans le contexte d'une collaboration gouvernement - ONG pour la réforme agraire et le développement rural<sup>2</sup>.

6. Sur une période de deux ans, les connaissances acquises et les enseignements qui pourront être tirés du programme permettront de mieux sensibiliser, d'instruire et de former le personnel des projets financés par le FIDA dans la région Asie et Pacifique en ce qui concerne l'application de méthodes participatives dans tout le cycle de projet.

### III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

7. Le programme répond aux objectifs suivants:

- a) sensibiliser, renforcer les connaissances et les capacités dans la région Asie pour ce qui est des outils, des méthodes et des approches participatifs pour assurer une plus large participation des diverses parties, et notamment des groupes bénéficiaires du FIDA, au cours du cycle de projet; et
- b) adopter des outils, méthodes et approches participatifs dans les différentes phases du cycle de projet, y compris le S&E, en prenant exemple sur les meilleures pratiques des organisations de la société civile dans la région.

8. Le programme comprend les composantes suivantes:

9. **Examen des processus participatifs dans le cadre des projets du FIDA et constitution d'une documentation sur les meilleures pratiques des ONG.** La première tâche du programme consistera à dresser l'inventaire des approches et des processus participatifs dans les projets présents et passés du FIDA dans les pays d'Asie et du Pacifique, en se concentrant sur les perspectives stratégiques de développement propres aux pays, la formulation des projets, l'évaluation, la mise en oeuvre, et le S&E aux différents stades des projets. Ce travail donnera un aperçu des diverses manières dont les projets ont eu recours aux approches participatives, qui pourra servir d'outil commun pour les projets futurs. Il serait instructif, par exemple, d'examiner le niveau de participation des groupes et des organisations de la société civile à l'identification des projets, qui pourrait être différent dans les pays où la société civile est émergente en comparaison des pays où la société civile est bien établie et dynamique. Les méthodes de mobilisation des organisations de la société civile varieront donc. Cette compilation permettra de mieux apprécier quelles approches peuvent

---

<sup>2</sup> Voir à l'appendice II les notices se rapportant aux organismes mentionnés ici (CIRDAP, ANGOC, MYRADA et SEARSOLIN)



valablement s'appliquer dans les projets futurs, dans des contextes particuliers, et quels facteurs doivent être pris en compte pour obtenir une participation maximale.

10. L'ANGOC identifiera les meilleures pratiques actuelles des ONG de la région, en particulier pour le S&E et la mesure de l'impact. Le travail récent du CIRDAP, à savoir le développement d'outils de télédétection de caractère participatif, sera attentivement examiné dans ce contexte. Par le biais de son réseau, l'ANGOC identifiera en particulier les méthodes innovantes et incisives de mobilisation des groupes bénéficiaires, par exemple les outils d'audit social employés en évaluation. Tandis que l'ERP, l'évaluation rurale rapide (ERR) et certaines autres méthodes sont bien connues du FIDA, les ONG développent et utilisent constamment des outils participatifs d'action et d'apprentissage qui pourraient être utiles au FIDA pour améliorer l'exécution et l'efficacité des projets. Les membres de l'ANGOC seront chargés d'établir une documentation sur les meilleures pratiques, y compris la mesure de la sensibilité aux procédés et mécanismes participatifs indigènes par rapport aux modèles exogènes. Au cours de ce travail, des mesures seront définies pour assurer que les outils participatifs sont sensibles aux questions de parité des sexes et aux aspirations différentes des hommes et des femmes dans les ménages ruraux.

11. **Essai d'interventions participatives spéciales et mise en commun des observations et des résultats.** Aux différents stades du cycle de l'élaboration et de la mise en oeuvre du projet, des approches et des interventions spécifiques - empruntant à l'expérience et aux meilleures pratiques des ONG présentant un fort potentiel de reproductibilité dans la région - seront essayées et mises à l'épreuve. On peut prévoir que des essais de cette nature pourront être menés en Chine, en Inde, aux Philippines et au Vietnam. Ces pays ont été présélectionnés parce qu'ils se caractérisent ou bien par la présence d'une société civile active, avec des milliers d'ONG et d'organisations populaires, ou par le fait qu'il s'agit de pays en transition où la société civile est émergente. Les résultats de ces interventions seront systématisés pour être diffusés au personnel du FIDA à Rome et au personnel de direction des projets sur le terrain.

12. À l'issue du programme, un atelier sera organisé au siège du FIDA pour mettre en commun les résultats des interventions et les outils qui auront été mis à l'épreuve. Des recommandations concernant les approches participatives pour l'intégralité du cycle de définition et de mise en oeuvre des projets seront formulées.

13. Pour résumer, l'on prévoit que d'ici à l'achèvement du programme les résultats suivants auront été obtenus:

- a) l'expérience acquise dans la région Asie et Pacifique, actuelle et passée, pour ce qui est de l'inclusion de la société civile / des groupes bénéficiaires dans les différentes phases du cycle de projet aura été récapitulée et systématisée;
- b) les meilleures pratiques participatives des ONG de la région Asie et Pacifique qui seront susceptibles d'enrichir la base d'informations et de connaissances du FIDA sur la participation auront été identifiées, compilées et transférées au Système de données d'évaluation (EKSYST) et autres bases de données en ligne et réseaux de connaissances pertinents appuyés par le FIDA;
- c) les outils, les méthodes et les interventions pour les divers stades du cycle du projet auront été développés, sélectionnés et mis à l'épreuve, sur la base de la documentation relative aux meilleures pratiques;



- d) le niveau de sensibilisation et de connaissance des approches et des outils participatifs des personnels-clés du FIDA aura progressé; enfin
- e) les institutions de formation visant la lutte contre la pauvreté et d'autres formes de collaboration auront été identifiées.

#### IV. DISPOSITIFS DE MISE EN OEUVRE

14. Le programme de travail sera supervisé par le CIRDAP et mené par l'ANGOC et ses membres. L'ANGOC, avec ses partenaires, sera chargé d'établir le cadre et de fixer les critères d'identification des meilleures pratiques des ONG; et de conclure la sélection d'ONG régionales chargées d'exécuter le programme de travail, qui devrait être réparti entre les sous-régions (Asie de l'Est et Asie du Sud). Le suivi du programme incombera conjointement au CIRDAP et à l'ANGOC, avec la participation des personnels du FIDA s'occupant des projets menés dans les pays sélectionnés qui sont, pour le moment, la Chine, l'Inde, les Philippines et le Vietnam. Un comité directeur sera établi, et sera composé de représentants du CIRDAP, de l'ANGOC, d'autres ONG partenaires du programme, et du FIDA. Le comité directeur se réunira deux fois l'an pour examiner les plans semestriels de travail et budget, et les rapports semestriels. Le CIRDAP conclura des mémorandums d'accord, agréés par le Fonds, avec l'ANGOC et les autres ONG et organes d'exécution. Ces mémorandums préciseront les activités à entreprendre par chacun, et définiront les modalités de mise en oeuvre et les dispositions financières convenues par le CIRDAP.

#### V. COUT ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

15. Le coût total du programme est estimé à 380 000 USD sur deux ans. Les contributions en nature du CIRDAP, de l'ANGOC et de ses membres incluront 24 mois de travail de cadres, d'autres prestations de personnels et l'usage de bureaux - soit l'équivalent de 60 000 USD. La contribution du FIDA équivaldra à 320 000 USD.

##### Coûts estimatifs (USD)

Postes de dépenses	Année 1	Année 2	Total
Examen des outils participatifs du FIDA	10 000	-	10 000
Documentation sur les meilleures pratiques	30 000	-	30 000
Essais régionaux (quatre pays)	30 000	30 000	60 000
Coordination/voyages dans la région	60 000	60 000	120 000
Réunions/suivi régional	20 000	20 000	40 000
Communications	10 000	10 000	20 000
Rapports	-	10 000	10 000
Atelier à Rome	-	30 000	30 000
<b>Total</b>	<b>160 000</b>	<b>160 000</b>	<b>320 000</b>





**IFAD-ENRAP**  
**DESCRIPTION OF DESIGNATED IMPLEMENTING AGENCIES AND POTENTIAL PARTNERS**

1. **IDRC will be** the lead implementing agency. Funded by the Canadian Government, though with autonomy of action, IRDC has established itself as a leading international organization in initiating information and communication-related activities. The projects it supports include Uganisha, Pan Asia Network, ACACIA, Bellanet, and numerous others. It adopts a pro-active approach to international networking, and actively explores avenues of cooperation/coordination with other international bodies and the United Nations (UN) system.
2. **NEXUS Europe (Irl. Ltd)** will lead initial programme design and coordinate phase I. NEXUS is a non-profit-making research organization, registered in Ireland as a company limited by guarantee. Its 12 research staff are engaged in a wide range of development-oriented projects. As a matter of policy, assignments range from local-level development work with individual disadvantaged groups, to leading large international consortia on evaluation and policy studies for the European Union (EU) and other international organizations. NEXUS' sole source of income is commercial research assignments, and any surplus is directed towards empowering initiatives in the form of technical support and small financial assistance grants.
3. Media and communications comprise a central area of expertise. NEXUS has undertaken numerous studies on behalf of the EU on the impact of the information society and of telecommunications investment. It works closely with the International Telecommunications Union in Geneva on NGO-related matters and has undertaken many projects on community radio, Internet and video use for its clients. It also helped the South African Government develop its telecommunication policy. NEXUS provides financial support to the Community Media Network in Ireland and a secretariat for the MacBride Round Table on Global Communications, and works closely with international NGOs on media issues.
4. Other implementing agencies and partners will be selected from the following candidates, and possibly others.
5. **Uganisha** was instituted by the IDRC specifically to facilitate and support Internet connectivity among IDRC-supported offices throughout the world. It has extensive experience in most countries of Asia, working directly with projects, local Internet service providers and others. Its activities extend into support, training and other activities at local level.
6. The **Don Snowden Programme for Development Communication** is based at the Department of Rural Extension Studies, University of Guelph, Canada. It works closely with FAO on its media and networking strategies and action, and has developed and implemented participatory methodologies for using the Internet in rural development projects, most recently in Egypt and The Philippines.
7. The **Development Communication Group (DCG)** is based at Ryerson Polytechnic University in Toronto, Canada. It promoted the participatory communication approach in television, video, radio and Internet, and has worked on workshops and seminars, publications and website development in Africa and on a Canadian International Development Agency (CIDA)-supported project in Brazil engaged in linking rural development initiatives.



8. **Pan Asia Networking** is supported by IDRC and brings together a wide range of research and support partners to further electronic networking in the Asia region. Its offices are based in Singapore. Through its grant scheme, it finances access and information development projects in many Asian countries.

9. **Bellanet** was set up in August 1995 as a five-year pilot project to broaden collaboration within the development community around the use of information and communication technologies, especially networking. Its funding members include IDRC, the Rockefeller and MacArthur Foundations, Swedish International Development Agency (SIDA)/Swedish Agency for Research Cooperation with Developing Countries (SAREC), UNDP, The Netherlands Directorate for International Cooperation and CIDA. It is based in Ottawa, Canada, but works extensively in Africa and in other regions. The December 1997 mid-term review of Bellanet gave a positive assessment of its impact to date.

10. **Association for Progressive Communication** is a pioneer in Internet networking, with over 15 years' experience of working with NGOs and development agents. It is a network of Internet service providers spanning the globe, with 16 members, over 40 partners and innumerable associates. Its aim is to bring low-cost Internet use everywhere, accompanied by a full range of services. Its international secretariats are in Rio de Janeiro, Brazil, and San Francisco, United States.

11. **The Asia-Pacific Development Information Programme (APDIP)**, which recently moved from New York to its new base at the UNDP office in Kuala Lumpur, Malaysia, was set up in 1996 on the initiative of the UNDP and other partners. Its objectives are to harness information and communication technology for development in the region, and support the emergence of networking on development issues at all levels.



**PARTICIPATORY PROCESSES**  
**BRIEF PROFILES OF IMPLEMENTING ORGANIZATIONS AND POTENTIAL PARTNERS**

**Centre on Integrated Rural Development for Asia and Pacific (CIRDAP)**

1. CIRDAP is a regional intergovernmental body with 11 member countries from the Asia region. It strives to assist and promote regional cooperation on rural development for the purpose of improving the production, incomes and living conditions of small-scale farmers and other poor rural groups. CIRDAP's current research studies cover such areas as rural credit, rural industries, M&E of rural development programmes, monitoring the impact of macroeconomic and structural adjustment policies on poverty, agricultural delivery systems for small farmers, and land tenure concerns. In recent years, particular areas of focus have been: participatory approaches to employment-generation; credit; provision of infrastructure; and local resource mobilization. CIRDAP is located in Dhaka, Bangladesh.

**Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC)**

2. ANGOC is a regional NGO association of 24 national and regional NGO networks from 10 Asian countries actively engaged in food security, agrarian reform, sustainable agriculture and rural development activities. Its member-networks have an effective reach of some 3 000 NGOs throughout the region.

3. ANGOC was founded in February 1979, following a two-year series of village and national-level consultations in seven Asian countries leading to the World Conference on Agrarian Reform and Rural Development (WCARRD) held in Rome in 1979. This initiative led to the preparation of a consolidated Asian NGO report to WCARRD entitled "Development of the People, for the People, by the People".

4. Over the past 17 years, the ANGOC network has been actively engaged in joint field programmes and policy debates with national governments, multilateral institutions, and international financial institutions. It has provided the broader platform for NGO positions and action in the region, extending beyond its own membership constituency. It actively promotes activities to strengthen civil society, and participation of NGOs/people's organizations in government/intergovernmental mechanisms and programmes in different countries of the region. ANGOC is located in Quezon City, The Philippines.

**Mysore Rural Development Authority (MYRADA)**

5. MYRADA is a rural self-help support group which serves to assist rural poor groups in building local self-help institutions. It was formed in 1969 as a result of voluntary efforts to rehabilitate Tibetan refugees in India. Through community organization and development of manpower skills, it succeeded in resettling more than 20 000 Tibetans in 1978.

6. Over the years, MYRADA has expanded its operations to more than 1 000 villages, covering large acres of wasteland in different locations of the country, for the resettlement of landless people, released bonded labourers and repatriates from Sri Lanka. As a self-help group, MYRADA concentrates on developing awareness and management skills and on consolidating the power of self-



help groups to influence government policy decisions. At the same time, it has developed an infrastructure of technical services to support the income-generating programmes of local self-help groups.

7. MYRADA has already developed several hundred self-help groups. Its efforts focus on non-formal education; participatory approaches and methods; and human resource development for self-help groups to be able to manage their own development projects leading to savings, credit and inter-linkage with other self-help groups. MYRADA is located in Bangalore, India.

#### **South East Asian Rural Social Leadership Institute (SEARSOLIN)**

8. SEARSOLIN is a regional training institute engaged in developing Asian social development leaders and practitioners. It annually conducts a six-month study programme in diverse fields of: development values and skills; sustainable agriculture; cooperatives; microfinance; microenterprise; participatory approaches in development; M&E; and development action planning. Since starting activities in 1964, SEARSOLIN has trained more than 1 500 rural leaders from 30 nations in Africa and Asia and the Pacific.

9. SEARSOLIN has contributed to developing and promoting the community information and planning system as a participatory tool for community planning and education in over 30 different communities in The Philippines.

10. During the period 1993-95, SEARSOLIN collaborated with Clark University's international development department in producing a manual on socioeconomic and gender analysis. The manual incorporated a model for reviewing the different dynamics involved in programmes for the empowerment of the poor, and developed different PRA tools to enable the partners to be involved more intensively in all steps of the project cycle. SEARSOLIN is located in Cagayan de Oro City, The Philippines.